



trajectoires groupe reflex



Séminaire de travail organisé par l'afev, TRAJECTOIRES-Groupe Reflex et l'Injep  
Compte-rendu de la première session : 3 mars 2005 - Marly-le-Roi



## Les vaincus du système scolaire

**François Dubet**

Sociologue,  
professeur à l'université  
Victor Segalen Bordeaux 2,  
directeur d'études à l'École  
des Hautes Etudes en  
Sciences Sociales  
et membre de l'Institut  
Universitaire de France.  
Il a réalisé depuis une  
trentaine d'années une série  
de recherches marquantes  
portant sur les mouvements  
sociaux, la marginalité, la ville,  
l'école, le travail et  
la théorie sociologique.  
Il a publié notamment  
"L'école des chances, qu'est-ce  
qu'une école juste ?" (Seuil, 2004),  
"Inégalités multipliées",  
(L'aube Eds De, 2004),  
"Pourquoi changer l'école ?",  
entretien avec Philippe Petit,  
(Textuel, 2003).

Je place mon intervention dans l'actualité, celle d'un mouvement de contestation contre la réforme Fillon. Le travail de l'afev pose un certain nombre de questions de fond, en relation avec ce mouvement.

Une première observation m'amène à constater, d'après l'étude menée par «Trajectoires», que les étudiants qui s'engagent avec l'afev le font pour des raisons très personnelles, presque psychologiques. Ils n'ont pas nécessairement de lien direct avec le monde de l'école dans laquelle ils interviennent, ni de réel retour sur leur action de la part des familles, de l'enfant. On a donc ici une figure du militant individuel, qui ne se définit pas par rapport à une idéologie ou un militantisme.

Deuxièmement, dans le cadre de la question de la crise de l'école, il apparaît difficile de situer la place de l'afev. On remarquera que l'on a des enseignants en grève, des lycéens qui manifestent, alors qu'on ne sait qu'assez vaguement ce contre quoi on lutte. En effet, on combat aujourd'hui ce qu'on défendait hier. Le climat autour de l'école s'est dégradé ces dernières années, quels que soient les ministres.

Il faut, pour comprendre ce contexte, faire un rappel historique : l'école construite par Jules Ferry était un modèle très élaboré philosophiquement, qui constituait une sorte de contre-Eglise. L'école reprend d'ailleurs certains éléments de l'univers ecclésiastique : l'engagement dans le métier d'enseignant est vécu comme une vocation, la défense de valeurs. L'école, en outre, est une sorte de sanctuaire : à l'école, comme à l'Eglise, on élude les passions,

les intérêts personnels, les parents. L'école s'adresse à la raison des élèves, l'Eglise à l'âme.

Du même coup, l'enfance et l'adolescence n'ont pas vraiment de place à l'école : les pédagogues osant parler de l'enfant et non de l'élève ont souvent été rejetés.

Ce grand modèle de la France républicaine a été un modèle d'élitisme républicain. Le raisonnement en est le suivant : les enfants du peuple vont en général à l'école élémentaire, les enfants de bourgeois au lycée. Les meilleurs des enfants du peuple pourront aller au collège, voire au lycée. L'exigence n'était pas d'éduquer tous les Français de manière égale.

... les vaincus  
doivent contester  
le mode de fabrication  
des vainqueurs...

La vertu de ce modèle a été de fabriquer une conscience nationale, et de créer, malgré les inégalités, une intégration sociale. Ce modèle était entièrement porté par des enseignants militants : ainsi, on peut dire que le travail réalisé par l'afev aujourd'hui, en terme d'accompagnement à la scolarité, était, jusqu'en 1960, fait par les instituteurs.

A partir des années 50, on s'éloigne de ce principe élitiste, pour entrer dans le monde de l'égalité des chances. On passe alors à un modèle dans lequel tous les élèves entrent dans la même compétition, où ils seront sélectionnés, non plus en fonction de leur naissance, mais de leur mérite, de leurs compétences. C'est l'idée du collège unique.

Le grand changement impliqué par cette modification est que les inégalités sociales ne sont plus le produit de la société elle-même, mais de l'école. Se développe alors une conscience critique à l'égard de l'école, qui, malgré ses bons sentiments, fait «le sale boulot».

(suite page 2)

(Suite de la page 1)

La deuxième conséquence est que l'on définit son évolution scolaire par défaut, en fonction de ses échecs. Le système est alors commandé par le haut. Auparavant, par exemple, l'école élémentaire était sa propre fin. Aujourd'hui, la fin est ce qu'il y a de plus « haut », de plus lointain. Les programmes scolaires en témoignent : la maternelle est une pré-école élémentaire, l'école élémentaire prépare au collège, le collège au lycée, etc. Tout est commandé par l'étape ultérieure. Ce qu'on apprend sert à passer dans la classe supérieure, ne constitue pas un acquis en soi. On est donc bien défini par ses échecs.

Ainsi, quand René Haby crée le collège unique en 1975, il pense que le collège sera l'héritier de l'école élémentaire, car tous les enfants y accéderont, et auront ainsi accès au meilleur de la culture. Mais, en réalité, c'est impossible. Il en résulte un système à deux vitesses.

Un autre phénomène engendré par cette évolution est l'individualisation de l'échec. Autrefois, on disait : « un tel n'a pas fait d'études, parce qu'il est fils d'ouvrier » ; aujourd'hui on se dit que, comme d'autres enfants d'ouvriers ont pu réussir, si on échoue, c'est qu'on est stupide, incapable. C'est ainsi que des enseignants disent aux élèves : « si tu continues à mal travailler à l'école, tu finiras ouvrier comme ton père, ou caissière comme ta mère ». L'école est alors un monde très dur.

Cela conduit à des démarches d'anticipation de l'échec chez certains élèves :

comme je vais perdre, je ne joue pas. D'où l'ennui, le retrait du système, ou la violence contre ce fonctionnement humiliant.

Ces difficultés sont d'autant plus terribles que la massification de l'enseignement a transformé le diplôme en monnaie d'accession à l'emploi. Dans les années 60, la moitié des enfants entrait dans la vie active sans diplôme. Aujourd'hui, ne pas avoir de diplôme est un stigmate. En outre, ceux qui sont « rentables » en terme d'emploi sont de plus en plus difficiles à acquérir.

A partir de là, on rencontre deux réactions, qui reflètent deux conceptions : dans les salles des professeurs, la tendance réactionnaire est très majoritaire : 70% des professeurs de collège étaient, dans les récents sondages, favorables à l'examen d'entrée en sixième. Lors d'une consultation sur les collèges commandée par Mme Royal en 1999, les enseignants disaient qu'un tiers des élèves n'avait rien à faire là. Ce discours est très fréquent, et conduit à présenter les enseignants comme des héros luttant contre la barbarie.

La commission Thélot, dont j'ai fait partie, a cependant réussi à éviter la suppression du collège unique.

La deuxième tendance est celle qui est majoritaire chez les syndicats : il faut augmenter les moyens et le système fonctionnera. C'est une idée conservatrice : je garde le système, je ne change rien, mais tous ceux qui échouent méritent des moyens de médiation.

Trouvons un dopant pour ceux qui ont lâché le peloton... donnons-leur de l'afev.

On ne cherche pas à s'interroger sur la nature des programmes, on soutient des interventions comme celles de l'afev, mais on ne se soucie pas non plus de leur évaluation. On confie cela à des militants associatifs, à des mairies, à des aide-éducateurs, des psychologues, des CPE. Or, grâce à l'intervention d'acteurs extérieurs, on peut améliorer le rapport subjectif à l'école, mais pas vraiment faire de réels progrès aux élèves : il faudrait organiser cela au sein de l'école, mais les enseignants s'y refusent.

Il s'agit là d'un clivage très français entre républicains et pédagogues, où l'on voit des gens manifester leur opposition à l'idée d'un professeur pédagogue ! (qui serait synonyme de démagogue).

Après ce bilan, que dire de l'action de l'afev ?

Ce que fait l'afev est très important, mais cela participe d'une économie de l'Education nationale qui a intégré l'idée que 30 à 40% des élèves échouent, mais ne veut pas en porter la responsabilité. On ne peut pas non plus parler de « sous-traitance » de l'afev, car on ne fait pas de véritable enquête sur les résultats.

**... il faut donner  
de la voix,  
car le silence public  
est terrible !**

Mon message est de dire aux acteurs de la société civile, comme l'afev, de faire pression sur l'école, de l'extérieur, car elle ne changera pas de l'intérieur, alors que les performances scolaires des enfants stagnent, que la massification a créé de nombreux problèmes. Le seul moyen de faire changer l'école est de créer une contestation

de l'extérieur. Il faudrait que l'afev puisse dire : nous ne sommes pas des sous-traitants des problèmes scolaires, et fasse entrer dans l'espace politique et public ce monde réduit à des stigmates d'exclusion, d'analphabétisme.

Cette transformation est difficile parce que l'échec scolaire invalide le discours de celui qui a échoué : ceux qui s'expriment sont ceux qui ont réussi. Les vaincus doivent contester le mode de fabrication des vainqueurs. Ce n'est pas une utopie : l'école élémentaire sait gérer la place des élèves qui ne travaillent pas bien, alors qu'à l'arrivée au collège, ils n'ont plus leur place, et se sentent coupables.

Il faudrait donc donner de la voix, parler du point de vue de ces individus humiliés. L'afev ne peut sans doute pas « sauver » les performances scolaires des enfants, mais elle a un impératif moral : faire pression pour que l'on respecte ces enfants. L'idée qu'il existe une intelligence extra-scolaire est impensable pour les enseignants français. Certes, l'afev aide l'enfant à se créer une autre représentation de lui-même, mais cela ne suffira pas pour faire changer l'état d'esprit de l'école.

Or, derrière le climat « salle des profs », il existe une masse de gens créatifs, généreux, que l'on ne considère pas comme des interlocuteurs politiques. Pourtant, le constat est fait depuis longtemps de la nécessité de faire évoluer le fonctionnement de l'école. Les choses peuvent changer, certains le pensent encore, ne veulent pas abandonner l'école au libéralisme, ni au fatalisme : il faut donner de la voix, car le silence public est terrible ! ♦



## Une actualité renouvelée de l'Éducation Populaire

Jean-Claude Richez

Responsable de l'Unité, de la recherche des études et de la formation à l'Injep, Professeur d'Histoire Ancien Maire-Adjoint de la ville de Strasbourg chargé de l'Éducation populaire.

Il y a aujourd'hui une incontestable actualité de l'éducation populaire, à propos de laquelle nous ne retiendrons ici que quelques indices qui, pour nous, font sens. Des associations nouvellement constituées, en règle générale au tournant des années quatre vingt dix ont choisi ces dernières années de se réclamer explicitement de l'éducation populaire. C'est le cas d'associations comme l'AFEV, l'ANACEJ, ANIMAFAC, ATTAC, les Petits Débrouillards<sup>1</sup>. Par ailleurs des réseaux anciens et jusque là étrangers à toutes références à l'éducation populaire ont commencé à s'en réclamer comme ATD quart monde<sup>2</sup> ou la Fédération des Centres sociaux. On observera encore que la Ligue de l'enseignement qui avait choisi un temps de devenir Ligue de l'enseignement et de la formation permanente a réintroduit dans sa titulature une référence explicite à l'éducation populaire en se définissant aujourd'hui, depuis son congrès de Bordeaux, comme «un avenir par l'éducation populaire». Dans un champ tout à fait différent, relevons qu'une partie aujourd'hui du mouvement hip-hop se réclame explicitement de l'éducation populaire en opposition aux courants «gangsta» qui exaltent la violence et privilégient les seules logiques de marché en rupture avec le positionnement original de la «zoulou nation» matrice de ce mouvement.

L'état lui même a amorcé un retour à l'éducation populaire. Le Ministère de la jeunesse et des sports, et aujourd'hui de la vie associative, a transformé sa direction de la jeunesse et de la vie associative en direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative en 1999. Le Ministère de la culture qui s'est constitué en quelque sorte en rupture avec l'histoire de l'éducation populaire au début des années soixante a mis en place un protocole de travail avec les Fédérations d'Éducation Populaire et a par ailleurs signé dans le même esprit un protocole de travail expérimental avec le Ministère de la jeunesse et des sports. A un tout autre niveau de l'Etat, nous enregistrons l'intérêt récent de collectivités territoriales pour l'éducation populaire. De 1995 à 2001, la ville de Strasbourg mettait en place un important et original programme d'éducation populaire. Aujourd'hui, la ville de Paris dans le cadre de sa réflexion sur le renouvellement de ses conventions avec un certain nombre d'associations gérant des équipements de proximité pour les enfants et

les jeunes lance une conférence de consensus consacrée à l'éducation populaire.

Tous ces éléments nous invitent à réfléchir à ce qui dans notre société provoque ce retour de l'éducation populaire qui, il y a quelques années encore, était considérée comme archaïque voire moribonde. Plusieurs causes viennent fonder cette nouvelle actualité. Nous distinguerons pour la commodité de l'exposé des causes à caractère conjoncturel de celles qui relèvent d'une nouvelle configuration historique. Les causes conjoncturelles viennent s'enraciner dans la crise de quatre grandes institutions politiques qui avaient vidé de sa substance l'éducation populaire telle qu'elle s'était développée au lendemain de la guerre, le tout à l'école, l'action culturelle, la politique de la ville et les institutions de temps libre. D'une nouvelle configuration historique : de nouveaux rapports au savoir à travers le développement de la société de la connaissance et de l'information et de nouvelles formes de lien social qui s'expriment tant à travers de nouvelles modalités d'engagement que de l'explosion du phénomène associatif.

Nous pouvons distinguer plusieurs causes au fondement de cette réactualisation de l'éducation populaire. Une première série vient s'inscrire dans la crise que traverse aujourd'hui un certain nombre d'institutions en relation directe historiquement avec l'éducation populaire qu'il s'agisse de l'implosion de notre système scolaire, des impasses des politiques culturelles et de la crise des institutions du temps libre auxquelles nous ajouterions volontiers l'épuisement de la politique de la ville. Cependant cette dernière n'est pas en relation explicite historiquement avec l'éducation populaire, même si l'on peut considérer que la participation des habitants, un des piliers constitutif de cette politique l'apparente à cette histoire dans la mesure où l'histoire de l'éducation populaire est inséparable de la question de la citoyenneté.

Une deuxième série de causes viennent trouver leurs racines dans de nouvelles configurations de notre société qui placent au cœur de leur développement la question de l'accès aux savoirs à travers le développement de la société de l'information et de la communication et met à l'ordre du jour la question de l'éducation tout au long de la vie.

(suite page 4)

(Suite de la page 3)

De notre capacité à maîtriser les nouvelles technologies, non seulement dans leur dimension technique mais aussi et surtout dans leurs usages et leurs contenus, dépend en partie l'avenir de notre société démocratique. Avec la télévision numérique et Internet, nous disposons de nouveaux outils à la portée du plus grand nombre, nous ne pouvons nous contenter de faire du citoyen un spectateur-consommateur, les possibilités qu'offrent ces nouveaux vecteurs mettent chacun, derrière son écran, en position de produire des messages, du sens, de l'échange, de contribuer au développement de l'espace public au fondement même de notre système démocratique.

Ceci est d'autant plus important que se renouvellent radicalement les formes de l'engagement dans notre société du fait du triomphe de l'individuation et de l'évanouissement des grands récits mobilisateurs religieux et politiques. Dans ce contexte de brouillage des grands marqueurs idéologiques, de disparition de «réserves de sens collectif» dans lesquels s'inscrivait le processus de socialisation, le principe d'expérimentation et de mutualisation des expériences s'impose comme nouvelle règle. Elle est au cœur de la démarche d'éducation populaire. Corollaire immédiat de cette deuxième proposition, l'actualité nouvelle de l'association comme forme privilégiée du lien social tel que le développe notamment Roger Sue dans «Renouer le lien social».

L'association comme nouveau registre du lien social qui échappe aux conventions et définitions habituelles, ni lieu communautaire, ni

lieu contractuel mais «lien original, fondé sur l'autonomie individuelle, la liberté et l'égalité d'individus libres et égaux en conscience et non plus seulement en principe».

Dans ce contexte de crise et de développement d'une conjoncture nouvelle, la convocation de l'éducation populaire trouve naturellement un regain d'intérêt. D'abord parce que, de par son histoire, elle est étroitement liée au champ qu'occupent ces différentes questions. Mais aussi parce que de par la nature même de son projet elle entre en résonance avec les préoccupations de notre temps : éduquer dans toutes ses acceptions, de «former» comme de «conduire dehors». De par sa référence au peuple elle convoque aussi ce qui est la seule source de légitimité dans un système démocratique dont le fondement ne saurait être le seul marché.

Même si le terme éducation populaire peut sembler à certains un peu lourd à porter et ringard, apparaître comme une notion obsolète, renvoyant à la pieuse mythologie de 1936, du Front Populaire et de la Libération, il n'est pas cependant sans intérêt d'inscrire son action dans une filiation historique qui se conjugue avec de grands moments qui mettent à l'ordre du jour l'émancipation culturelle, qu'il s'agisse du mouvement des bibliothèques populaires de Jean Macé, fondateur de la Ligue de l'enseignement, des universités populaires des débuts du siècle dernier dont la mémoire reste aujourd'hui liée au nom de Charles Péguy, des auberges de jeunesse et du Front Populaire indissociable de la figure de Léo Lagrange, de la Libération et de «la République des

jeunes» ancêtre des M.J.C., ainsi qu'un peu plus tard du Théâtre National Populaire et du festival d'Avignon de Jean Vilar. Autant de moments d'utopies, porteurs d'espoirs et de valeurs constructives.

Dans «éducation populaire» les deux termes de la proposition sont essentiels : le populaire tout autant que l'éducation. La référence au populaire n'est pas anodine. Il a, nous l'avons déjà noté, une signification fondamentale dans le système démocratique. Le peuple est au fondement même de la légitimité du pouvoir. Si l'on prête attention aux rhétoriques d'aujourd'hui, le peuple semble s'être évanoui. On ne le désigne plus que par métonymie ou acronyme : quartiers en difficultés, zones sensibles, quartiers périphériques, quartiers en politique de la ville ou tout simplement quartier, voire cités, quand ce n'est pas ZUP, ZEP. Autant d'expressions pour éviter de désigner ce qui est leur réalité fondamentale : des quartiers populaires. Déni d'autant plus important qu'une partie non négligeable de la population de ces quartiers est souvent issue de l'immigration et par là on exclue leur appartenance fondamentale à la nation. Le premier volet de l'expression «éducation populaire» est tout aussi important, ne serait-ce que parce qu'il découple celle-ci de l'école avec laquelle on la confond en général en France et par là, désigne d'autres espaces et d'autres modes d'apprentissage. Enjeu encore une fois d'autant plus important que, dans nos sociétés d'aujourd'hui, le temps de l'éducation ne saurait être réduit au moment de l'école. ♦

1 AFEV, Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (bénévolat étudiant autour de l'accompagnement à la scolarité, de la santé et de l'insertion) ; ANACEJ, Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (réseau de près de 500 collectivités ayant mis en place des conseils d'enfant et de jeunes) ; ANIMAFAC (réseau d'échange d'expériences et centre de ressources pour les initiatives étudiantes) ; juniors associations (réseau permettant aux jeunes de moins de 19 ans de s'organiser et de mettre en œuvre leurs projets) ; ATTAC (mouvement alter-mondialiste organisé à l'origine autour du contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions) ; Les Petits Débrouillards (association pour la promotion de la culture scientifique et technique).

2 ATD quart monde, association de lutte contre la grande pauvreté fondée par le père Joseph Wresinski (1917-1988)

3 Roger Sue, Renouer le lien social, Odile Jacob, Paris, 2001

L'afev, association loi 1901, agréée Jeunesse et Éducation Populaire, complémentaire de l'Enseignement Public, a pour objet de mobiliser des étudiants afin qu'ils accompagnent, tout au long de l'année scolaire, des enfants et des jeunes en difficulté dans les quartiers défavorisés. Ces actions de solidarité et de volontariat se déroulent en partenariat étroit avec les établissements scolaires et les collectivités locales. Elles concernent actuellement plus de 9 000 jeunes et mobilisent 5 000 étudiants bénévoles dans près de 150 villes. afev - 26 bis rue de Château Landon - 75010 Paris - tél : 01 40 36 01 01 - fax : 01 40 36 75 89 - www.afev.org - pole.national@afev.org

TRAJECTOIRES-Reflex, créé en 1985, est un cabinet d'étude réunissant des spécialistes de formations diverses : anthropologie, urbanisme, sociologie, sciences politiques, économie... Trajectoires intervient pour des commanditaires publics (collectivités locales et territoriales, services de l'Etat, Office HLM, CAF, etc.) dans les domaines suivants : politique de l'habitat, développement des territoires, évaluation des politiques publiques, politiques éducatives et politiques sociales. TRAJECTOIRES- Groupe Reflex - 91 avenue Berthelot - 69007 Lyon - tél : 04 78 69 02 88 - fax : 04 78 58 25 33 - www.trajectoires-reflex.org

L'Injep, établissement public du ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative s'adresse à tous ceux qui sont concernés par les questions de jeunesse : responsables et élus locaux, cadres associatifs, fonctionnaires de l'État, professionnels de l'animation, de l'éducation, chercheurs, étudiants. L'INJEP est un centre de ressources sur la jeunesse, l'éducation populaire et la vie associative. Il intervient en régions, organise des colloques, des séminaires et des universités d'été. Il développe les rencontres, confronte les expériences, met en œuvre les échanges nationaux, européens, et aide au développement de la coopération internationale. Injep - 11 rue Paul Leplat - 78160 Marly-le-Roi - tél : 01 39 17 27 27 - fax : 01 39 17 27 90 - www.injep.fr